



L'Union européenne au miroir de Donald Trump : le réveil ou le déclassement ?

Gilles Delafon

Note d'actualité 94
Janvier 2025





Le 20 janvier prochain, Donald Trump entrera officiellement en fonction et entamera son second mandat. Il s'annonce déjà comme le président des États-Unis le plus anti-européen de l'histoire. Par-delà ses rodomontades et ses excès, dans la netteté et la détermination de ses ambitions affichées, il bouscule et inquiète une Union européenne dont les faiblesses et les impasses n'ont jamais été aussi évidentes. déclin économique, dépendance énergétique, effacement géopolitique, incurie diplomatique, déclassement militaire, décrochage technologique, impuissance financière : l'idée européenne est en échec sur tous les fronts à l'heure où les désordres du monde appellent force et vision. Partout en Europe, les partis eurosceptiques ont le vent en poupe. Et si le *Game changer* Donald Trump nous aidait à nous réveiller et à sortir de notre torpeur ?

Plus que celle d'aucun autre président américain avant lui, l'entrée en fonction officielle de Donald Trump, prévue le 20 janvier prochain, agit comme un impitoyable révélateur des faiblesses de l'Union européenne, de ses maux endémiques qui minent son autonomie, sa stabilité, voire sa viabilité. Comme une puissante métaphore du nouveau déséquilibre transatlantique, son retour à la Maison blanche survient à un moment où l'Union traverse une forte zone de turbulences, notamment avec des crises politiques en Allemagne et en France, doublée d'une crise institutionnelle pour Paris. Des blocages qui menacent sa cohésion et provoquent une cruelle absence de leadership à un moment décisif.

La réélection de Donald Trump, contestable en droit (le candidat était toujours inculpé de « complot à l'encontre de l'État américain » le jour du scrutin), impeccable en suffrages, nous tend ainsi un miroir sans concession **(1)**. L'assurance, l'outrecuidance, l'ambition et la détermination du président américain offrent un contraste criant avec les doutes, les tergiversations, les renoncements et les incapacités de l'Union. A ce moment précis de notre histoire commune, l'insolent dynamisme américain lève le voile sur le visage usé de l'Europe : impasse économique, dépendance énergétique, incurie diplomatique, insuffisance militaire, retard technologique, impuissance financière et pesanteur administrative.

Au cours de l'année écoulée deux rapports commandés par la Commission européenne et rédigés par deux anciens présidents du Conseil italien, respectivement Enrico Letta puis Mario Draghi, mettaient en garde contre la « *lente agonie* » de l'Union. Si leurs recommandations sont discutables, l'état des lieux qu'ils font constitue un télescopage évident avec le triomphant « *Make America Great Again* ». C'est un continent au bord du « déclassement » qui va se retrouver face à la volonté affirmée de l'homme d'affaires new-yorkais de rééquilibrer une relation commerciale trop largement favorable à l'Europe, en lui imposant des barrières douanières. C'est aussi un continent à cours de liquidités qui devra affronter le souhait des États-Unis d'arrêter de payer pour la sécurité militaire des vingt-sept, notamment en Ukraine.

(1) Pour une analyse d'ensemble de la vision politique de Donald Trump, voir Gilles Delafon, *Trump 2024, la revanche d'une Amérique en colère*, Institut Thomas More, Points Clés 27, octobre 2024, [disponible ici](#).

Les Européens ont néanmoins des atouts et l'Union ne se réforme que dans les crises. Celle bancaire de 2008 et celle du Covid en 2020 ont montré qu'ils savaient parfois s'unir pour réagir. Qu'en sera-t-il cette fois ? Convaincus de l'évidente nécessité de s'adapter, les plus europhiles y voient une opportunité et estiment, comme Enrico Letta, que « *Trump aidera l'Europe à passer à l'âge adulte* » (1). Le profond déficit démocratique de l'Union européenne et la défiance des peuples à l'égard de ses institutions (2) interrogent néanmoins la réalité d'un jugement qui relève surtout pour l'heure du vœux pieux.

Seule certitude à l'heure de sa prise de pouvoir : le nouveau président américain ne bluffe pas. « *Trump, il ne faut pas le prendre au pied de la lettre, mais il faut le prendre très au sérieux !* », a récemment confié un haut responsable du Congrès à un PDG européen venu s'enquérir à Washington des projets de la nouvelle administration (3). Une façon de lui signaler que les difficultés ne faisaient que commencer.

Une importance diminuée

L'Europe sera loin d'être une priorité pour les États-Unis de Donald Trump. A son entrée en fonction, le nouveau président s'attaquera d'abord à deux sujets de politique intérieure hautement explosifs : la refonte complète de l'administration fédérale américaine et l'expulsion *manu militari* de millions d'immigrants illégaux. Le traitement de choc qu'il entend appliquer à chacun de ces dossiers va largement focaliser l'attention. Point important, les conséquences pourraient avoir un impact en Europe en y dynamisant les courants « populistes » et les partis pro-Trump.

Mais au-delà des frontières, la première préoccupation de Washington reste la Chine et aux défis commerciaux et militaires toujours plus sérieux qu'elle impose au monde. Pour les officiels américains, l'importance de l'Europe a considérablement diminuée. Ce n'est pas une nouveauté. Le virage vers l'Asie avait été entamée au tournant du millénaire par Barak Obama. Certes, les Démocrates américains restaient bienveillants à l'égard du Vieux Continent, officiellement seulement, là où Trump n'a jamais caché son mépris pour les prétentions d'Européens dépassés. Dès le lendemain de sa victoire, la presse conservatrice donnait le ton. La principale mission de la Présidente de la Commission européenne, Ursula Van der Leyen, sera de « *calmer la colère de Trump à l'encontre de l'Europe* », estimait le *Wall Street Journal*, rappelant que, pour le milliardaire, les Européens profitent des États-Unis pour y écouler leurs produits et se faire protéger sans avoir à dépenser (4).

(1) « Donald Trump aidera l'Europe à passer à l'âge adulte », *L'Echo*, 10 novembre 2024, [disponible ici](#).

(2) « Selon un sondage, la Commission européenne ne gagne pas les cœurs et les esprits des Européens », Euronews, 03 avril 2024, [disponible ici](#).

(3) Entretien avec l'auteur.

(4) « A Top Mission for Europe's Chief Is to Cool Trump's Ire Toward the EU », *Wall Street Journal*, 1er décembre 2024, [disponible ici](#).



L'Europe sera-t-elle le plus grand perdant de la victoire de Trump ? Peu de doutes pour l'éditorialiste Walter Russel Mead, qui souligne que les projets du président élu sont diamétralement opposés à ceux des Européens. « *L'Union européenne, écrit-il, a échoué à bâtir une économie, une industrie technologique, un système politique ou une stratégie de sécurité qui soit en phase avec les exigences du XXIème siècle* ». Et ce conservateur de prôner « *l'amour vache* » avec elle, pour la contraindre à surmonter ses problèmes **(1)**. Plus significatif encore, *Politico* jugeait dès la fin octobre 2024, soit avant même l'issue du scrutin, que « *peu importe que Trump ou Harris gagne, l'Europe a déjà perdu !* » La plume acérée de son journaliste Nicholas Vinocur, notoirement anti-européen, notait que « *l'Europe, de façon croissante, ne suscite plus guère d'affection chez la plupart des Américains mais plutôt un ricanement dédaigneux. Elle est un endroit pour les vacances et guère plus* ». Et de conclure que les intéressés en sont parfaitement conscients, un diplomate français lui ayant confié que l'attitude de ses homologues américains « *n'était pas de l'hostilité mais de l'indifférence, ce qui est parfois pire* » **(2)**.

Entre les États-Unis et l'Union européenne, il n'y aura donc pas cette fois de round d'observation. Dès la mi-novembre, réunit au Collège de France, le président Emmanuel Macron et l'ancien président du Conseil italien Mario Draghi prévenaient l'Europe d'une imminente nouvelle « *guerre commerciale avec Donald Trump* » **(3)**. Une bataille que l'Union européenne, l'économie la plus ouverte au monde, aborde en position de faiblesse tant elle est dépendante de ses exportations pour sa croissance. En 2024, son excédent commercial avec les États-Unis a largement dépassé les 200 milliards de dollars. Chaque année, l'Europe vend en moyenne 50 % de plus de produits aux Américains qu'elle ne leur en achète, conséquence de sa faible demande intérieure. D'où sa vulnérabilité face au protectionnisme annoncé du nouveau président. « *Je veux que les sociétés de voitures allemandes deviennent des sociétés de voitures américaines !* », martelait le candidat, s'offusquant de l'omniprésence des BMW et autres Mercedes dans les rues de New York **(4)**. Un institut de recherche d'outre-Rhin estime aujourd'hui que la hausse des tarifs douaniers voulue par ce dernier pourrait faire perdre 1,4 point de croissance à l'économie allemande d'ici 2028 **(5)**.

L'autre défi pour l'UE sera d'éviter d'être pris en tenailles par le violent affrontement prévu entre les États unis et la Chine. Trump ayant menacé Pékin d'une hausse de 60 % des tarifs douaniers, non seulement il sommerait Bruxelles de choisir son camp, mais la Chine, elle, tentera de rediriger ses exportations vers l'Europe qui renâcle à lui imposer des taxes. Seule lueur d'espoir dans cette guerre commerciale annoncée, les craintes de Wall Street pour qui la simple hausse des tarifs douaniers avec le Canada et le Mexique ajouterait près d'un point d'inflation à l'économie

(1) Walter Russell Mead, « Maybe Europe Needs Trump », *Wall Street Journal*, 18 novembre 2024, [disponible ici](#).

(2) Nicholas Vinocur, « It doesn't matter if Trump or Harris win. Europe has already lost », *Politico*, 31 octobre 2024, [disponible ici](#).

(3) Giorgio Leali, « Trump's tariff war is imminent, Macron and Draghi warn Europe », *Politico*, 13 novembre 2024, [disponible ici](#).

(4) « Les constructeurs automobiles allemands dans le collimateur de Donald Trump », *Le Point*, 6 novembre 2024, [disponible ici](#).

(5) Jon Sindreu, « Europe's Economy Faces Sink-or-Swim Moment as Trump Returns », *Wall Street Journal*, 9 novembre 2024, [disponible ici](#).

américaine. Ce qui abaisserait le pouvoir d'achat des Américains. La nomination comme Secrétaire au Trésor de Scott Bessent, une star des marchés, a de ce point de vue quelque peu rassuré.

Tout à sa quête d'un deal, Trump a d'ailleurs déjà fixé son prix : l'Europe « doit combler son énorme déficit avec les États-Unis en achetant à grande échelle notre pétrole et notre gaz. Sinon, ce seront des droits de douane partout !!! », a-t-il prévenu fin décembre sur son réseau social, deux semaines après son passage à Paris (1). La présidente de la Banque centrale européenne (BCE), Christine Lagarde, avait pris les devants dès novembre en conseillant aux Européens d'acheter davantage américain pour « éviter une guerre commerciale » et « une réduction mondiale du PIB » : une « stratégie du carnet de chèques », en somme, pour acheter notamment du gaz liquéfié et des armes (2). La proposition avait ému certains éditorialistes reprochant à Christine Lagarde de révéler son jeu avant le début de la partie. Mais la partie a commencé depuis longtemps : dès l'été 2024, la Commission européenne a délégué des émissaires à Washington auprès des *think tank* proches du candidat Trump pour prendre la mesure des bouleversements à venir (3).

Bruxelles ayant appris de la première présidence du milliardaire, une *Trump Task Force* a même été mise en place dans l'entourage d'Ursula Van der Leyen pour tenter d'organiser la défense. En cas d'attaque, « nous riposterons vite et nous riposterons fort ! », confiait un membre de l'équipe. Un diplomate précisant de son côté qu'une « liste est prête et qu'ils sont assez confiants de pouvoir gagner cette guerre » (4).

L'idée est aussi de jouer de la menace pour amener Trump à un *deal*. Car personne n'a à gagner à une guerre commerciale entre les deux rives de l'Atlantique, veut-on croire au sein des institutions. C'est pourquoi Christine Lagarde martèle à l'envi que « l'Europe n'a pas besoin de riposter, elle a besoin de négocier ». Elle est largement soutenue en cela par un panel d'économistes européens, sondés récemment par le *Financial Times*. Tous estiment en effet qu'un tel conflit, « prévisible » selon eux, constitue « la principale menace » pour la région en 2025 (5).

Une innovation dépassée

L'Union européenne n'a pas attendu Trump pour prendre acte de son décrochage économique. Publié en septembre dernier, le rapport sur la compétitivité européenne rédigé à la demande de la présidence de l'UE par l'ancien président de la BCE et du Conseil italien Mario Draghi, dénonce sur 400 pages une « lente agonie » face à la concurrence mondiale. Évoquant un « défi

(1) « Droits de douane : Trump exige des Européens qu'ils achètent plus de pétrole et de gaz américains », *Les Echos*, 20 décembre 2024, [disponible ici](#).

(2) « Buy American to avoid Trump trade war, says Christine Lagarde », *Financial Times*, 27 novembre 2024, [disponible ici](#).

(3) « A Top Mission for Europe's Chief Is to Cool Trump's Ire Toward the EU », *Wall Street Journal*, art. cit.

(4) Jakob Hanke Vela, « EU's game plan for Trump trade war: 'Hit back fast and hard' », *Politico*, 21 octobre 2024, [disponible ici](#).

(5) « Eurozone growth threatened by global trade war, economists warn », *Financial Times*, 31 décembre 2024, [disponible ici](#).



existentiel », son constat a des airs de mise en demeure : pour l'Europe, ce sera le réveil ou le déclassement.

Au cours des cinquante dernières années, écrit celui qui eut à gérer la crise des dettes souveraines, l'Europe n'a créé aucune entreprise ayant une valeur boursière supérieure à 100 milliards d'euros, alors que dans le même temps les États-Unis créaient six entreprises valant plus de 1 000 milliards d'euros. Le décalage s'est accéléré ces vingt dernières années. Entre 2002 et 2023, l'écart de niveau de PIB entre l'UE et les États-Unis s'est progressivement creusé passant de 15 à 30 %. En termes de pouvoir d'achat, l'écart s'élève à 12 %. Le revenu disponible réel par habitant a augmenté deux fois plus vite outre-Atlantique depuis l'an 2 000 (1). C'est dans l'innovation que le décrochage est le plus évident. Sur les cinquante premières entreprises mondiales de la tech, seules quatre sont européennes. En termes de start-up, 30 % des licornes européennes se relocalisent à l'étranger, principalement aux États-Unis. L'Institut Thomas More alerte depuis quatre ans sur le décrochage numérique européen (2).

Le *Financial Times* rappelait récemment que c'est en Europe qu'est née l'intelligence artificielle, avec la création à Londres en 2010 de l'entreprise Deep Mind. Rapidement financée par des capitaux américains – faute d'investisseurs européens –, elle fut rachetée en 2014 par Google et stimula outre-Atlantique la création dans le même secteur des Open AI (Chat GPT) et autres Antropic, aujourd'hui valorisées en milliards d'euros. Ultime coup de poignard, fin novembre, le chef de file des batteries européennes, symbole de la transition énergétique sur le continent Northvolt faisait faillite. Le suédois laisse une ardoise de cinq milliards d'euros, dont 300 prêtés par l'Union européenne et 900 par la banque d'affaires américaine Goldman Sachs (3). De quoi refroidir les investisseurs.

Le verdict du rapport Draghi est précis : il faudrait 800 milliards d'euros d'investissements supplémentaires par an pour entamer les réformes nécessaires et éviter de se laisser distancer par la Chine et les États-Unis. Un bond qui représenterait 5 % du PIB actuel. Une attention particulière devant être apportée à la compétitivité européenne dans l'innovation, la décarbonation et la sécurité énergétique. S'ensuivent une série de recommandations allant de l'assouplissement des règles de concurrence pour consolider le marché dans des secteurs-clés, à la finalisation de l'union des marchés de capitaux, en passant par un recours accru aux prêts communs. Avec l'élection de Donald Trump le 6 novembre dernier, le rapport Draghi a revêtu une importance particulière : si ses propositions sont discutables, son constat a le mérite de tirer la sonnette d'alarme.

Six mois plus tôt, en avril, un autre ancien président du Conseil italien, Enrico Letta, l'avait déjà tirée dans un rapport consacré cette fois au futur du marché unique. L'Europe devient

(1) *The future of European competitiveness*, rapport, 9 septembre 2024, [disponible ici](#).

(2) Cyrille Dalmont, *L'impossible souveraineté numérique européenne : analyse et contre-propositions*, Institut Thomas More, Rapport 21, mars 2021, [disponible ici](#) et *La stratégie énergétique européenne aura-t-elle raison de l'écosystème numérique européen ?*, Institut Thomas More, Rapport 29, janvier 2024, [disponible ici](#).

(3) Isabelle Chaperon, « La faillite de Northvolt risque de refroidir les investisseurs », *Le Monde*, 26 novembre 2024, [disponible ici](#).

progressivement « *une colonie financière* » des Etats-Unis, écrivait-il, dénonçant la mainmise des Américains sur le marché des paiements et des données bancaires des citoyens. Il déplorait qu'en raison de l'attractivité des marchés financiers américains, 300 milliards d'euros traversent chaque année l'Atlantique pour renflouer les caisses des sociétés américaines « *qui ensuite viennent faire du shopping en Europe en rachetant nos sociétés avec notre épargne !* » (1).

Ce libéral de centre gauche, européen convaincu et soutien des politiques conduites ces dernières décennies, s'étonne qu'au sein d'un continent de 450 millions d'habitants, « *il y ait une course pour hisser notre drapeau national... cela revient à hisser notre drapeau en tant que colonies* » de la finance américaine. Étrange lucidité rétrospective... Les temps ont changé, dit-il, rappelant que dans les années 1980 l'économie italienne représentait en termes de valeurs la force des économies indiennes et chinoises réunies. Comme Mario Draghi, il déplore la fragmentation de l'économie européenne, le fait que « *nous n'avons même pas réussi un train à grande vitesse entre nos capitales* », que le marché des télécoms soit éclaté avec plus de 100 opérateurs différents et que 80 % de nos dépenses militaires pour aider l'Ukraine soit allé vers des fournisseurs non-européens.

Parmi ses recommandations : davantage d'intégration, la limitation de l'inflation normative européenne, la coordination des efforts dans les nouvelles technologies, l'unification du droit des affaires et la maîtrise de l'immigration. Et surtout, une réforme des marchés financiers en lorgnant vers les 35 000 milliards d'euros que représente l'épargne privée en Europe. Là encore, on peut douter que la logique du « toujours plus » d'Europe sans changement du paradigme commercial et concurrentiel soit la solution.

Mais soyons assurés que de la croissance économique atone et des crises politiques de l'Union, l'Amérique n'ignore rien. « *Avec le retour de Trump, l'Europe va devoir choisir entre couler ou nager* », tranchait le *Wall Street Journal* dès le lendemain du scrutin américain, avec une condescendance non dissimulée (2).

Une défense déclassée

C'est sur la sécurité de l'Europe, sa capacité à assumer les dépenses indispensables à son autonomie militaire et à déployer les forces conséquentes sur le terrain que Donald Trump a sans doute le plus interrogé les certitudes du vieux Continent. A chaque fois, à coups de menaces – comme celle de quitter l'Otan, de retirer sa protection aux mauvais contributeurs, ou de faire la paix en Ukraine en un jour quitte à faire la part belle aux ambitions de Vladimir Poutine.

L'effet a été immédiat, avant même son entrée en fonction. Mi-décembre, le *Financial Times* révélait que des discussions se tenaient au sein de l'Alliance Atlantique pour porter de 2 à 3 % le seuil du PIB devant être consacré par les différents membres à leurs dépenses militaires. Que les

(1) *Much more than a market*, rapport, avril 2024, [disponible ici](#).

(2) Jon Sindreu, *art. cit.*



Européens paient davantage est une exigence constante du nouveau président américain (comme de nombre de ses prédécesseurs depuis une trentaine d'années). L'annonce de ce nouvel effort pourrait en être faite en juin à l'occasion du prochain sommet de l'Otan.

Mais là encore, la problématique renvoie aux difficultés économiques européennes, aux manques de financements qui ont souvent raison de gouvernements trop fragiles pour imposer des mesures de rigueur. L'Italie et L'Espagne, par exemple, ne sont toujours pas aux 2 % du PIB exigé par l'Otan, tout comme cinq autres pays (1). En décembre, c'est le nouveau commissaire européen à la Défense Andrius Kubilius qui a appelé à un « *big bang* » dans les dépenses militaires de l'Union. Tout juste intronisé, le Lituanien estimait nécessaire d'y consacrer des centaines de milliards d'euros supplémentaires (2). La Commission européenne avait elle-même estimé à 500 milliards sur dix ans le besoin d'investissements. Un effort vertigineux.

La Pologne, en tête des pays les plus engagés avec 4 % de son PIB consacré à sa défense, propose l'émission d'euro-obligations pour des achats groupés (3). Reste à en convaincre l'Allemagne, toujours réticente à l'émission de dettes communes. La France, elle, se dit prête à dépenser plus à condition que cela bénéficie à l'industrie européenne de défense. Elle rappelle que si, depuis le début de la guerre en Ukraine, l'Europe a dépensé 140 milliards d'euros en armements, 80 % de cette somme a été utilisée pour acheter du matériel militaire américain, turc ou sud-coréen (4).

Du côté des industries de défense, la dernière publication de leur classement, réalisé par le SIPRI, centre de recherche suédois, n'incite guère à l'optimisme. Alors qu'ils étaient trois en 2018, il n'y a plus un seul groupe de défense d'Europe continentale dans le Top-10, désormais trusté par les Américains et les Chinois. Seul le britannique BAE Systems y figure encore, à la sixième place. Airbus et l'italien Leonardo, septième et huitième en 2018, sont désormais douzième et quatorzième (5). Le risque de déclassement est toutefois ici à nuancer. L'Europe tire encore son épingle du jeu en termes d'exportations, la France ayant dépassé la Russie comme deuxième exportateur mondial sur la période 2019-2023. L'Allemagne, l'Italie, le Royaume-Uni et l'Espagne figurent également encore dans le Top-10 des exportateurs. Par ailleurs, l'Union européenne a émis le souhait que ses membres se fournissent à 50 % sur le marché intérieur d'ici 2030 (6).

La guerre en Ukraine ayant dressé le constat de son impréparation, l'Union savait qu'elle devait réarmer. L'arrivée de Trump a accéléré l'urgence. Résultat : dès son élection, les actions des groupes européens comme BAE Systems, Rheinmetall et Thalès ont grimpées. A Bruxelles, les lobbys américains s'affairent pour pousser les pions de leurs champions, à l'initiative du plus puissant

(1) Voir Otan, « Dépenses de défense et règle OTAN des 2 % », 19 juin 2024, [disponible ici](#).

(2) Anne Bauer, « Vent de panique et tiraillements sur les besoins de financement de la défense en Europe », *Les Echos*, 11 décembre 2024, [disponible ici](#).

(3) Voir Martin Lai, *La Pologne, pilier oriental de la défense de l'Europe : continuités et opportunités*, Institut Thomas More, note 66, mars 2024, [disponible ici](#).

(4) « Donald Trump aidera l'Europe à passer à l'âge adulte », *art. cit.*

(5) « The SIPRI Top 100 arms-producing and military services companies in the world, 2023 », SIPRI, décembre 2024, [disponible ici](#).

(6) Jon Sindreu, *art. cit.*

d'entre eux l'*AmCham EU*, qui multiplie les pressions sur les élus européens (1). Face à cette offensive, Paris a obtenu que les 1,5 milliards d'euros de crédits déjà décidés par Bruxelles (EDIP) viennent soutenir des programmes d'achats intégrant 65 % minimum de contenus européens.

Ainsi, c'est à l'aune des intérêts de l'industrie de défense américaine qu'il convient d'aborder la vision de Trump sur la guerre en Ukraine. Depuis trois ans, ce conflit constitue l'incarnation pratique de la dépendance militaire européenne vis-à-vis des États-Unis, et des bénéfices que cela génère outre-Atlantique. Premier « effet Trump » sur le sujet : mi-novembre, Pologne, France, Allemagne, Italie, Royaume uni et Espagne, réunis en sommet à Varsovie, ont affirmé être prêts à soutenir militairement et financièrement l'Ukraine si les États-Unis en venaient à réduire leur aide (2). Mais là encore, la question du financement, on l'a vu, divise et reste en débat : solliciter un nouvel emprunt commun, augmenter la cotisation des pays au budget de l'Union, avoir recours à l'épargne privée ?

D'autant qu'une constante émerge peu à peu sur l'Ukraine : le président américain veut la fin du conflit. D'abord réticents, les Européens semblent peu à peu se ranger à l'idée d'un règlement. Un changement par rapport à il y a un an lorsqu'ils moquaient sa volonté d'en finir en un jour, souligne le *Wall Street Journal*. Là également, des échanges ont lieu avec les responsables désignés par Trump et des diplomates européens. Le schéma qui se dessine prévoit l'abandon par Kiev de territoires conquis par la Russie, mais surtout le déploiement de soldats européens sur la nouvelle frontière pour garantir la sécurité de l'Ukraine et éviter une reprise de l'offensive russe ; l'entrée de l'Ukraine dans l'Otan – garantie suprême – étant inacceptable pour Poutine (3). Ces échanges ont rassuré les Européens qui ont compris que Trump n'entendait pas offrir une victoire à un Poutine qu'il sait affaibli économiquement et militairement. Il en va de sa crédibilité aux yeux de son grand rival, la Chine, dont il craint l'agressivité à l'égard de Taïwan (4).

Une finance inexploitée

L'Europe fait face aujourd'hui à un véritable mur de financements, tous aussi impératifs pour rester présente dans la compétition mondiale. Aux milliards nécessaires à la remise sur pied de sa défense, s'ajoutent les 620 milliards annuels supplémentaires indispensables à sa transformation écologique et numérique. Dès la réunion de Budapest le 8 novembre 2024, au lendemain de l'élection de Trump, les Vingt-Sept se sont mis d'accord pour « explorer le développement de nouveaux instruments » de Financement – un doux euphémisme pour masquer les difficultés à dégager des solutions.

(1) Matthieu Fauroux, « L'intense lobbying américain pour torpiller le programme de défense européen », *La Lettre*, 4 décembre 2024, [disponible ici](#).

(2) « EU ready 'to assume the burden' of Ukraine support from US, says Poland », France 24, 19 novembre 2024, [disponible ici](#).

(3) Laurence Norman, Alexander Ward et Jane Lytvynenko, « Trump's Push for Ukraine Peace Finds Growing Acceptance in Europe », *Wall Street Journal*, 17 novembre 2024, [disponible ici](#).

(4) Sur les parallèles à faire entre la situation ukrainienne et la situation taïwanaise, voir la vidéo de l'intervention de Jean-Sylvestre Mongrenier lors du colloque intitulé « Les relations russo-chinoises et leur avenir » organisé par Desk Russie à Paris le 29 juin 2023, [disponible ici](#).



Dans son rapport, pour trouver les 800 milliards annuels d'investissements nécessaires, Mario Draghi recommandait ni plus ni moins qu'un endettement commun supplémentaire (*via* des eurobonds). Il s'est aussitôt attiré les foudres des pays les mieux gérés, toujours inquiets d'avoir à payer pour les moins vertueux. Dans une période de ralentissement économique qui voit la plupart des Vingt-Sept en proie à des difficultés politiques sous la pression de mouvements eurosceptiques, il n'y a guère plus d'enthousiasme pour augmenter les contributions de chaque pays au budget de l'Union.

Reste l'épargne. Dans son rapport, l'Italien Enrico Letta estimait que tout passerait par une réforme des marchés financiers européens, par leur unification. Il rappelait que le Nasdaq, la deuxième bourse américaine, vaut à elle seule la valeur de toutes les bourses européennes... multipliée par deux. D'où sa remarque sur les 300 milliards d'euros qui traversent chaque année l'Atlantique pour alimenter des fonds de pension américains. Son constat part du fait que l'épargne privée européenne, estimée aujourd'hui à 35 000 milliards d'euros, est largement inexploitée et qu'il est dommageable pour l'Union de s'en remettre systématiquement aux emprunts et que la réflexion doit s'orienter vers une nouvelle structure d'investissement **(1)**. D'où l'idée de réactiver le Marché Unique des Capitaux, lancé en 2014 par Jean-Claude Juncker, alors président de la Commission, pour compléter l'Union bancaire européenne.

Mis à mal par la crise des dettes souveraines de 2011 et le *Brexit*, le projet a ressurgi en avril dernier avec le rapport – encore un... – rédigé pour le ministère français de l'Économie et des Finances par l'ex-gouverneur de la Banque de France, Christian Noyer. Au regard du PIB de la zone euro, ses marchés financiers sont sous-développés, constate-t-il. Pour s'aligner avec les autres grandes zones économiques majeures, sa taille globale devrait augmenter de 60 %. L'Europe doit donc développer « *un produit d'épargne paneuropéenne de long terme* » et redynamiser la controversée « *titrisation* » qui permet de transformer des créances bancaires en produits financiers. Et enfin, assouplir le cadre prudentiel et réglementaire pour se mettre au diapason des autres économies de la planète **(2)**.

C'est en partie la même petite musique que fait entendre Christine Lagarde, présidente de la BCE, en évoquant les solutions face aux menaces que fait peser l'arrivée de Donald Trump. Paradoxe, l'idée n'est ni plus ni moins de s'inspirer de ce qui se fait aux États-Unis. Elle évoquait récemment pour le *Financial Times*, un financement par l'émission d'actions, souscrites par des particuliers ou des institutionnels plutôt que par des prêts bancaires. Dans l'une de ses analyses, la BCE a remarqué que si les foyers européens investissaient autant en actions et en obligations que leurs homologues américains, cela permettrait de rediriger vers les investissements productifs une somme disponible pouvant aller jusqu'à 8 000 milliards d'euros puis, ensuite, un flot annuel de 350 milliards d'euros qui quitteraient ainsi les dépôts traditionnels **(3)**.

(1) Timothée Vilars, « "Le fossé se creuse" : Enrico Letta dévoile ses antidotes au "décrochage" économique de l'Europe », *Le Nouvel Observateur*, 18 avril 2024, [disponible ici](#).

(2) *Développer les marchés de capitaux européens pour financer l'avenir. Propositions pour une Union de l'Épargne et de l'Investissement*, rapport, avril 2024, [disponible ici](#).

(3) « How to end Europe's backwater investment status », *Financial Times*, 2 décembre 2024, [disponible ici](#).

En mars dernier, le Marché Unique des Capitaux avait été rebaptisé l'Union pour l'Épargne et l'Investissement (UEI). Malgré les défis posés par la nouvelle administration Trump, Christine Lagarde assure qu'elle n'a jamais vu un tel niveau « *de compréhension et d'excitation* » de la part des responsables politiques à l'idée de bousculer le *statu quo* et s'assurer que davantage d'argent soit investi dans la production.

Conclusion

Le constat dressé par les tenants de la technostructure européenne pousse les chefs d'États et de gouvernements, quasi unanimes, à prôner le réveil. Reste à évaluer la nature et la faisabilité du projet. Premier défi majeur pour l'Europe : rester unie. La tentation sera grande pour certains pays de négocier séparément avec l'administration Trump, compromettant du même coup les efforts pour jouer de l'effet de puissance, certes limité, de l'Union. Pour s'en prémunir l'Union dispose en ce début 2025 d'une Commission qu'on peut espérer un peu plus politique que la précédente. Elle est présidée par Ursula Van der Leyen renouvelée, qui a l'avantage de connaître ses dossiers. A la tête du Conseil, le socialiste portugais Antonio Costa, respecté pour ses qualités de négociateur, devrait faire rapidement oublier son prédécesseur, le belge Charles Michel. C'est en outre la Pologne qui occupe depuis le 1^{er} janvier la présidence tournante de l'Union. Pays le plus allant dans la guerre en Ukraine, puissance militaire en pleine expansion, elle se pose en chef de file d'un camp de la résistance face à la possibilité d'un retrait américain, souligne Pierre Bühler, ancien ambassadeur de France à Varsovie, qui n'hésite pas à prédire un « *moment polonais* » **(1)**.

Le deuxième défi pour l'Europe concerne évidemment le financement des transformations attendues, de la remise à niveau de ses forces armées au développement accru de ses compétences dans l'innovation. Ce chantier pharamineux, d'abord par son coût, pourrait se heurter à la volonté des peuples déjà touchés par le ralentissement économique et qui, pour les Français et Allemands en tous cas, doutent de plus en plus du bien fondé de leurs institutions.

D'où le troisième et plus important défi pour l'Union : le soutien des opinions publiques. Du Rassemblement national français à l'AFD allemande, en passant par le Parti de la Liberté aux Pays-Bas et le Fidesz en Hongrie, les mouvements « populistes » et eurosceptiques ont le vent en poupe et menacent les choix des gouvernements pro-européens. Ils ont applaudi à l'élection d'un Donald Trump dont ils approuvent le programme anti-immigration, anti-woke et anti-globalisation. Toutefois, le *America First* de Trump pourrait rapidement entrer en collision avec leur vision et leur agenda, sur les questions industrielles par exemple **(2)**. « *Malgré des similarités*

(1) Pierre Buhler, « Europe géopolitique : le moment polonais », Le Grand Continent, 1er janvier 2025, [disponible ici](#).

(2) « Trump's European allies think history is turning in their direction », *Financial Times*, 11 novembre 2024, [disponible ici](#).



idéologiques, les politiques voulues par Donald Trump ne seront pas bonnes pour ses alliés européens », renchérit le *think tank* britannique Chatham House **(1)**.

Les Européens répondront-ils alors d'une même voix aux défis de leur déclassement programmé ? Comme jamais depuis quinze ans et la crise de la zone euro, ils font face à des choix qui vont engager leur avenir et la préservation de leur mode de vie encore envié par le monde entier. En 2025, des décisions importantes vont s'imposer, et très vite, dès le 20 janvier, avec l'investiture du plus anti-européen des présidents américains. Donald Trump agit en *wake-up call* de l'Europe, ont souligné de nombreux observateurs : un terme que l'on peut traduire littéralement par « réveil-matin » mais pour lequel les dictionnaires de référence préfèrent le mot « électrochoc »...

(1) Armida van Rijn, « Trump and his growing number of European allies threaten the European project », Chatham House, 11 novembre 2024, [disponible ici](#).

Publications récentes

Retrouvez toutes nos publications (notes, rapports, livres) sur notre site



La chute du régime de Damas et la Russie : un tournant historique ?

Jean-Sylvestre Mongrenier

Note d'actualité 63
Décembre 2024



La Roumanie, un acteur ascendant au carrefour de l'Europe orientale et du bassin pontique

Alexandre Hogu

Note 71
Novembre 2024



La grande parade continue

Socialisme mental et extension sans fin du domaine de l'État

Note 70
Novembre 2024



Jean-Sylvestre Mongrenier
Françoise Thom

GÉOPOLITIQUE DE LA RUSSIE

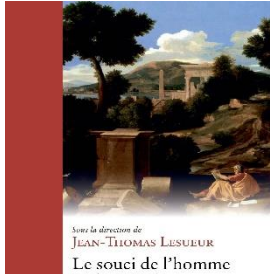
Que sais-je ?



Écouter ne suffit pas : le harcèlement scolaire et la sanction éducative

Lyvann Vaté

Note 69
Novembre 2024



Sous la direction de
JEAN-THOMAS LESUEUR

Le souci de l'homme et du monde

Autour de l'œuvre de Chantal Debol

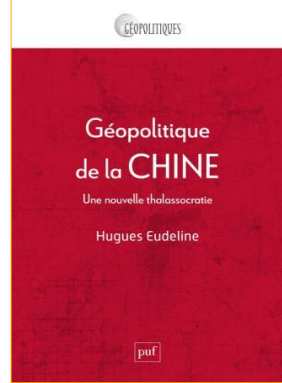
Paris 2024



Trump 2024, la revanche d'une Amérique en colère

Gilles Delafon

Note d'actualité 27
Octobre 2024



GÉOPOLITIKES

Géopolitique de la CHINE

Une nouvelle thalassocratie

Hugues Eudeline

puf



La France en quête d'une grande politique : souveraineté, solidarités occidentales et patriotisme de civilisation

Jean-Sylvestre Mongrenier

Note d'actualité 92
Juillet 2024



L'audiovisuel public français est-il pluraliste ?

Jean-Thomas Lesueur
Ayméric de Lamotte


Revue 70
Mai 2024



Face à la violence des jeunes, comment restaurer l'autorité ?

Christian Flavigny

Note 60
Mai 2024




L'hypothèse Trump

Analyse historique de l'improbable isolationnisme américain

Jean-Sylvestre Mongrenier

Note d'actualité 91
Avril 2024



Face à la menace terroriste : la protection des élèves et l'autodéfense des enseignants

Julien Dubuis

Note 67
Mars 2024



La Pologne, pilier oriental de la défense de l'Europe : continuités et opportunités

Martin Lai


Note 66
Mars 2024



Israël-Palestine : l'impossible solution à deux États

Gilles Delafon

Note 66
Février 2024



L'Occident : une civilisation et une réalité géopolitique à l'épreuve

Jean-Sylvestre Mongrenier

Note d'actualité 90
Février 2024

Gilles Delafon est un ancien journaliste, spécialiste des affaires internationales, aujourd'hui consultant en communication stratégique. Correspondant à Beyrouth pendant la guerre du Liban de 1984 à 1988, il est l'auteur de *Beyrouth, les soldats de l'islam* (1989), l'un des premiers livres à alerter sur le danger islamiste. Grand reporter et éditorialiste au *Journal du Dimanche* de 1989 à 2008, il couvre les crises du Moyen-Orient, dont les deux guerres d'Irak et le processus de paix israélo-palestinien. Responsable de l'information de Canal + de 2008 à 2016, il est également l'auteur de *Le règne du mépris. Nicolas Sarkozy et les diplomates, 2007-2011* (2012). Diplômé de l'université de Columbia (New York), il a rejoint l'équipe de recherche de l'Institut Thomas More en septembre 2023, où il suit le Moyen Orient (Israël, Liban, États du Golfe) et la politique étrangère américaine. En octobre dernier, il a publié la note *Trump 2024, la revanche d'une Amérique en colère* ([disponible ici](#)) •

Programme

Vivre l'Europe

Le Programme **Vivre l'Europe** analyse la crise profonde de l'Union européenne et fait des propositions en faveur d'une Europe clairement confédérale, fière de ses racines et respectueuse du principe de subsidiarité. L'Union européenne et ses membres doivent se préparer à une refondation et chercher les moyens d'un authentique patriotisme de civilisation.

Paris

8, rue Monsigny, F-75 002 Paris

Tel : +33 (0)1 49 49 03 30

Bruxelles

Avenue Walkiers, 45, B-1160 Bruxelles

Tel : +32 (0)2 374 23 13

www.institut-thomas-more.org

info@institut-thomas-more.org

Ce document est la propriété de l'Institut Thomas More asbl. Les propos et opinions exprimés dans ce document n'engagent que la responsabilité de l'auteur. Sa reproduction, partielle ou totale, est autorisée à deux conditions : obtenir l'accord formel de l'Institut Thomas More asbl et en faire apparaître lisiblement sa provenance.

© Institut Thomas More asbl, janvier 2025

